

COMMUNE DE SARRIANS	REPUBLIQUE FRANCAISE	N°39/P/23
DEPARTEMENT DE VAUCLUSE	LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE	

ARRETE DU MAIRE

Portant réglementation de la circulation, du stationnement et autorisation d'occuper le domaine public Chemin de Saint-Joseph

Le Maire de la Commune de SARRIANS,

Vu les Articles L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2213-4, L2213-5 et L2213-6 du C.G.C.T,

Vu le Code de la Route,

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation des routes et autoroutes établie en application de l'arrêté du 24 Novembre 1967 modifié,

Vu l'Arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire,

Vu la demande présentée le 04 avril 2023, par l'entreprise SPIE City Networks Orange domicilié 3044 Route de Camaret 84100 ORANGE et représenté par Monsieur HALIM Nabil (tél : 06 23 12 06 15), en vue de travaux de terrassement mise en place réseaux ENEDIS, Chemin de Saint-Joseph,

Considérant que pour le bon déroulement des travaux et pour préserver la sécurité publique, il convient **d'autoriser l'occupation du domaine public et de réglementer la circulation Chemin de Saint-Joseph.**

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Du lundi 17 avril 2023 au vendredi 12 mai 2023, le permissionnaire est autorisé à occuper le domaine public Chemin Saint-Joseph pour réaliser des travaux de terrassement mise en place réseaux ENEDIS. La route sera barrée durant toute la durée des travaux. **Durant cette période, la circulation des piétons sera sécurisée. Les riverains doivent être prévenus de la date précise des travaux effectués.**

ARTICLE 2^{ème} : L'entreprise SPIE, effectuant les travaux est responsable de la mise en place d'une **signalisation temporaire**, conformément à l'arrêté du 15 juillet 1974 relatif à la signalisation temporaire, ainsi que de **l'affichage du présent arrêté, sur des barrières.**

ARTICLE 3^{ème} : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire. En cas de travaux sur la partie communale (trottoirs ou voirie) une permission devra être demandée.

ARTICLE 4^{ème} : Le non-respect de l'interdiction de stationner peut entraîner la mise en fourrière des véhicules gênants.

ARTICLE 5^{ème} : En application du décret n°65-29 du 11 janvier 1965 modifié, le présent acte est susceptible d'être déféré devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 6^{ème} : La Gendarmerie de Beaumes de Venise, la Police Municipale, l'entreprise SPIE et les Services Techniques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SARRIANS, le 04 avril 2023

Le Maire,



Anne - Marie BARDET

Mise en ligne le 12 avril 2023